

REPUBLIQUE DU BURUNDI FORCES NATIONALES DE LIBERATION



UBUGABO BURIHABWA

Déclaration du parti FNL sur la nécessité urgente de relancer le dialogue politique inter-burundais sous la supervision des garants internationaux

Le troisième mandat illégal de NKURUNZIZA a déjà fait couler beaucoup d'encre et de salive. Malheureusement depuis le début des contestations, trop de sang des innocents continuent d'être versé et chaque jour qui passe compte son lot de tués, de blessés ainsi que d'autres qui fuient en masse les atrocités journalières. C'est une tragédie tout autant déplorable par tout en chacun, dont la goutte qui a fait déborder la vase tire son origine de la date fatidique du 25/04/2015, quand son parti CNDD-FDD a proclamé contre toute attente, M. NKURUNZIZA, éligible à sa propre succession. La résultante en est une crise institutionnelle profonde et sans précédent qui divise actuellement le Burundi. Nous saisissons cette occasion pour transmettre nos vives condoléances aux familles des martyrs et encourageons ceux qui vivent à l'exil à garder courage et éviter de céder à quelques sollicitations menant à la guerre.

L'unique personne responsable de cette grave crise est M. Pierre NKURUNZIZA qui a obstinément refusé de respecter le prescrit de la loi fondamentale, avec la complicité de son propre parti politique, celle d'une CENI qui n'est indépendante que de nom et une Cour Constitutionnelle plus partisane. Le monde entier l'a rappelé à la raison, mais il s'est entêté telle une mule, et toutes les initiatives et résolutions prises par tant d'organisations nationales, régionales ainsi qu'internationales sont tombées dans des oreilles pour le moins inattentives.

Ainsi, le parti FNL s'inscrit dans la logique d'une solution négociée pour sortir de la crise actuelle, et réitère ce qui suit :

1. Fidèle à sa ligne politique originelle de tout essayer pour résoudre les questions ou conflits politiques autour d'une table, le parti FNL a pris son temps d'observer, d'analyser et de décrypter toutes les manœuvres dilatoires de M. NKURUNZIZA longtemps avant, pendant et après la mascarade électorale de 2015.
2. S'insurge contre les déclarations mensongères du bloc CNDD-FDD selon lesquelles les institutions en place aujourd'hui ont été le fruit de négociations internes sans préciser avec qui, quand et où ces négociations ont eu lieu. Nous ne cautionnerons jamais des arrangements à l'amiable ou un quelconque marchandage pour quémander quelques postes que ce soient, et ce malgré les allégations virulentes de nos détracteurs de tout temps. Certains parmi eux ont pourtant collaboré vivement avec le pouvoir dans le passé récent,

dans leur tentative de vouloir écarter M. RWASA de la course présidentielle, jusqu'à vouloir cautionner l'abrogation de la constitution et la violation des textes internationaux lors de l'atelier de Kayanza en mars 2013, et dans d'autres ateliers qui ont suivi à Bujumbura et ailleurs, dans des manœuvres visant à discréditer le FNL et RWASA.

3. Si le FNL fut le plus vieux et dernier mouvement politico-militaire à déposer les armes au Burundi, il ne peut pas être le premier à les reprendre pour revendiquer ses droits. C'est pour cette raison notamment, qu'il stigmatise tous ceux qui rêvent de se maintenir ou d'accéder au pouvoir par les armes et croient encore que le peuple Burundais peut les accompagner sur la voie de la violence. Ce que le CNDD-FDD a fait en désignant M. NKURUNZIZA au poste de président à vie du Burundi, de connivence avec sa CENI et sa Cour constitutionnelle, a été une option insensée qui n'aboutira nulle part. Il n'a fait que réveiller les vieux démons qui risquent de déchirer davantage le fragile tissu social burundais et d'isoler de plus en plus notre pays de la communauté internationale.
4. Etant donné que le pouvoir actuel de Bujumbura n'a ni légalité ni légitimité, le parti FNL exprime ici son attachement indéfectible à la constitution et à l'esprit de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation, et propose concrètement ce qui suit, dans le souci de sortir de l'impasse :
 - a. La nomination rapide d'un nouveau médiateur international dans la crise burundaise par le Secrétaire Général des Nations Unies. Ce nouveau médiateur devrait provenir d'une zone géographique différente de celle des Grands-Lacs africains pour reprendre ou épauler le médiateur ougandais, qui visiblement se montre de plus en plus désintéressé ! Le nouveau médiateur devrait être reconnu pour ses qualités et ses convictions à œuvrer à ramener le Burundi sur les rails d'un idéal réellement démocratique, à même de ramener le pouvoir actuel et le parti CNDD-FDD à privilégier la voie du dialogue et de la négociation,
 - b. La réouverture immédiate et inconditionnelle des radios privées garantes d'informations équilibrées et canaux de communication privilégiés pour la majorité du peuple Burundais. Rien n'est possible dans un espace politique verrouillé et fermé aux médias privés,
 - c. L'arrêt immédiat d'harcèlement, d'emprisonnement et de tueries par la police et les services de la documentation des personnes opposées à ce mandat de trop et initier une reprise immédiate et inconditionnelle du dialogue inclusif inter-burundais autour du nouveau médiateur désigné,
 - d. Désarmer la milice IMBONERAKURE ainsi que tout autre citoyen en détention illégale d'armes à feu, et ainsi œuvrer à la création d'un climat propice pour stopper l'afflux inquiétant des réfugiés vers l'étranger et favorise leur retour,
 - e. NKURUNZIZA et sa clique seront redevables de toutes les vies fauchées à cause de ce troisième mandat illégal et répondront tôt ou tard devant les juridictions compétentes ;
 - f. Tous les partis et coalitions politiques représentatifs, agréés ou pas, ainsi que les organisations de la société civile et les confessions religieuses, sont invités à être présents

autour de la table de dialogue. Aucun alibi de légitimité ou de légalité ne doit plus être invoqué pour bloquer qui que ce soit, étant entendu que personne au Burundi ne peut plus se prévaloir plus légal que les autres depuis le 26/8/2015, y compris le FNL qui vient de gagner les élections collinaires à plus de 60% dans des conditions les plus défavorables d'une mascarade décriée par tous,

- g. Puisque la racine du mal burundais et le détonateur de la crise actuelle sont bien identifiées, il serait inutile d'épiloguer sur les responsables et l'ampleur des dégâts déjà enregistrés. A notre sens, un seul sujet primordial devrait être analysé à la table du dialogue : **la mise en place d'un organe législatif et exécutif élargi à toutes les parties au conflit, ayant le mandat exclusif de piloter une courte période de transition (*durée discutable mais réaliste*), ayant les prérogatives de relancer le pays sur la voie des élections libres, transparentes et apaisées, car notre conviction est que toute légitimité revient au peuple burundais.**

Le parti FNL demande à cet effet que l'Organisation des Nations Unies, l'Union Européenne, et l'Union Africaine, aillent au-delà de leurs menaces verbales et coordonnent systématiquement leurs efforts pour dissuader M. NKURUNZIZA et le CNDD-FDD que la seule voie du salut pour notre pays est seulement le dialogue. Nous devons ensemble conjuguer nos efforts pour éviter une guerre qui serait de trop et qui ne résoudrait rien. A toutes les forces vives de la nation, le FNL demande d'observer un comportement d'une grande abnégation, et éviter de tomber dans les travers d'une autre guerre de trop. L'histoire nous en sera reconnaissante et nous en serons grandis !

Fait à Bujumbura, le 06/9/2015

Pour le parti FNL

Aimé MAGERA, porte parole